



Central - Photo - Hanoi

Cérémonie des couleurs au gouvernement général à Saïgon. Elle sera répétée chaque jour jusqu'au 9 mars 1945.

Le drapeau français arboré quotidiennement, la Marseillaise jouée en toutes circonstances, l'image du Maréchal associée à la vie des populations. A petites causes, grands effets.

Les actions psychologiques

De 1934 à 1949, Lucien Félixine a vécu au contact des populations indochinoises de toutes classes. Dans l'intention de renseigner les Français soucieux de savoir pourquoi et comment l'Indochine nous a été arrachée, il publia ses mémoires (1) en 1959. Tous les faits qui sont relatés étant pris sur le vif, l'ouvrage constitue un témoignage exceptionnel dont nous extrayons, avec l'aimable autorisation de l'éditeur, ce passage relatif à la période du gouvernement général de l'amiral Decoux (Le titre et les inter-titres sont de notre rédaction).

(1) «L'Indochine livrée aux bourreaux», par Lucien Félixine. Nouvelles Editions Latines, 1 rue Palatine 75006. 190 pages. Encore disponible au prix de 80 F franco.

En 1945, l'arrivée des troupes françaises en Indochine a coïncidé avec l'application d'un mot d'ordre reçu avant leur départ, et en vertu duquel presque tous ceux qui avaient vécu sous l'occupation japonaise devaient être tenus pour des traîtres. C'est ainsi que l'amiral Decoux, Gouverneur général, fut poursuivi sous la fallacieuse inculpation de collaboration avec l'ennemi. Et parmi ceux qui prirent alors les leviers de commande du gouvernement provisoire, il ne s'est trouvé personne pour élever la voix contre une pareille infamie.

Comme chacun sait, les troupes stationnées aux Colonies n'ont jamais été ni assez nombreuses, ni assez bien armées, pour faire face à une agression étrangère. On sait également que les Japonais possédaient en 1940 une puissante armée au moyen de laquelle ils auraient pu envahir l'Indochine sans rencontrer d'opposition digne de ce nom.

Pour la défense de l'Union Indochinoise, la France disposait de 16.000 hommes environ, dont, à quelques exceptions près, seul le cadre était européen, les autres éléments étant des autochtones. Cette petite armée, disséminée sur un territoire représentant une fois et demie la superficie de la Métropole, était dotée d'un armement démodé, mais irremplaçable. Les rares échantillons d'armes blindées, motorisées ou automatiques, qu'elle possédait suffisaient tout juste pour son entraînement.

En 1939, le général d'armée Catroux, Gouverneur général de l'Indochine à cette époque, sentant venir à brève échéance la tempête que les Japonais méditaient de

déclencher, avait en vain fait appel à une aide américaine, puis à la collaboration anglaise, en vue d'organiser un front commun franco-allié. Pour établir une ligne de communication avec l'Ouest en cas d'agression, il essaya de relier les différents tronçons de la route n° 14, alors en construction. Cette route s'étend de Tourane au Cambodge en passant par la Chaîne Annamitique. Il estima l'aboutissement de ces travaux si urgent qu'il ordonna de surseoir à l'exécution de ceux prévus sur toutes les autres voies routières, et consacra les disponibilités ainsi obtenues à l'accomplissement de son projet.

Le général Catroux se résigne

Entre-temps, au mois de juin 1940, les Nippons avaient bombardé Haïphong et attaqué, par la Chine, Langson qu'ils occupèrent malgré la défense héroïque de sa garnison qui succomba sous le nombre. Ne devant désormais rien espérer du côté des Alliés qui venaient de repousser ses demandes de collaboration, le général Catroux se résigna à faire des concessions et accepta de traiter avec l'agresseur. Telle était la situation de l'Indochine quand, le 20 juillet 1940, l'amiral Decoux, commandant l'escadre navale française d'Extrême-Orient, prit les fonctions de Gouverneur général de l'Indochine.

Les Japonais savaient fort bien que la France, occupée par l'ennemi et dépourvue de toute possibilité de réaction, ne pouvait

Un témoignage de Lucien Félixine

s'opposer à leurs exigences, si pénibles qu'elles fussent. C'est ainsi qu'ils engagèrent les tractations qui devaient aboutir au fameux covenant aux termes duquel le gouvernement français acceptait le débarquement de leurs troupes en Indochine. Le prétexte invoqué pour en arriver là reposait sur la soi-disant volonté nipponne de prêter assistance à la France, dans l'éventualité d'une tentative d'invasion de la part des Anglo-Américains. Dès lors, les loups étaient introduits dans la bergerie sans qu'on pût espérer les en chasser de sitôt.

Le blocus anglais

Pour comble de malheurs, les relations, commerciales ou autres, furent interrompues avec la Métropole, parce que les Anglais, en dépit du traité d'alliance qui liait les deux pays, décrétèrent le blocus de la France et saisissaient tous les navires français qui

Abordant les difficultés que devait alors affronter l'amiral Decoux pour conserver intact le prestige de la France, Lucien Félixine explique comment le Gouverneur général se comporta afin de maintenir l'administration française et le pavillon national jusqu'au 9 mars 1945, sur tout le territoire qui lui avait été confié. Il écrit notamment :

L'arrêt total des arrivages en provenance de la France occasionna un grand marasme dans l'activité économique du pays. Le commerce, l'industrie, l'artisanat même s'en ressentirent à des degrés divers. Une jeunesse vivant dans de telles conditions non seulement était sujette aux mauvais penchants que crée habituellement l'oisiveté, mais risquait en outre de devenir une proie facile pour les malfaiteurs de toutes tendances. Néanmoins, le nouveau Gouverneur général, homme averti, s'employa très opportunément à trouver des occupations, dans la mesure du possible, au plus grand nombre de ceux qui en étaient dépourvus.

Tandis qu'avant qu'il eût pris le pouvoir, le drapeau français n'était hissé sur les édifices publics et dans les postes que les dimanches et jours fériés, il prescrivit de l'y arborer quotidiennement. Considérant sans doute que le chef de l'Etat pouvait être choisi comme symbole de la France, il fit placer le portrait du maréchal Pétain dans les postes, les bureaux administratifs, les casernes, les villages, les gares et aux principales croisées des routes. Il conseilla aux particuliers de se procurer des tableaux à la même effigie. Grâce à cette pratique, il fut de bon ton pour un commerçant, un établissement industriel, un notable ou même un simple artisan, d'avoir chez soi un tableau ou une statue à l'image du Maréchal. Il n'était pas rare de trouver chez certaines personnes les deux genres dans une même pièce de la maison. [...]

Le Maréchal symbolisait la grandeur de la France

Eh bien ! l'exposition des portraits du Maréchal, qui s'accompagnait de la Marseillaise dans toutes les circonstances où la chose était possible, notamment à l'ouverture et à la fermeture des représentations théâtrales et cinématographiques, produisait sur l'esprit de ce peuple l'effet qu'on subit toujours en présence de ce qui est grand. Et ce sentiment de grandeur allait directement vers la France, à l'aspect du portrait qui la symbolisait.

L'ampleur de ces manifestations avait pris un tel développement qu'elles connaissaient une vogue quasi nationale, à la faveur de laquelle les profrançais pouvaient agir sans être mis à l'index. Un des résultats les plus appréciables a été cette coutume d'associer la France à tout, et à propos de tout, si bien qu'elle se trouva détachée du conglomérat des pays de l'Ouest grâce à la façon dont cette idée avait pénétré dans les esprits.

On dit que les petites causes produisent parfois de grands effets ; à mon avis, c'en est ici une preuve vraiment typique, puisque cette idée a permis d'étayer la position française pendant quatre ans et demi en un pays dont les habitants étaient sans cesse tentés par les Nippons, frères de race qui s'étaient imposés aux Français et dont le prestige s'appuyait sur une puissance militaire, au regard de laquelle la petite poignée de troupes françaises n'était qu'une façade. J'ai assisté à nombre de ces manifestations, j'ai considéré attentivement la réaction qu'elles faisaient naître, et j'en certifie d'autant plus l'heureux résultat qu'auparavant je n'y croyais guère. [...]

Lucien Félixine

[Extraits de «L'Indochine livrée aux bourreaux» p. 18 à 26]

de l'amiral Decoux

essayaient de regagner l'Europe. Cette conjoncture permit à l'amiral de déployer ses qualités de fin politique et d'habile diplomate. Pendant 4 ans et demi, il sut déjouer la convoitise japonaise visant à la main-mise sur la Colonie dès qu'ils en trouveraient le joint-; car, si le covenant stipulait que leur présence avait pour but de barrer la route aux Alliés, ils avaient la ferme arrière-pensée de s'installer dans cette position-clef habitée par des frères de race, sur lesquels ils comptaient pour évincer les Français, déjà supplantés sur le terrain militaire et qui étaient à la veille de l'être sur le plan économique. [...]

Il encouragea par tous les moyens le développement de l'agriculture. Il donna une expansion accrue aux ateliers d'apprentissage. Il créa des centres d'éducation sportive où se formaient des moniteurs chargés, à leur tour, d'initier les groupements sportifs dans les chefs-lieux provinciaux, voire dans la plupart des cantons d'une certaine importance. Des compétitions interprovinciales, parfois très réussies, s'organisaient suivant la méthode en vigueur dans la Métropole. [...] Il lui fallait, de prime abord, créer un climat favorable dans lequel chacun devait pouvoir trouver sa place sans trop d'ennui. Il s'y prit de la façon suivante :

Visite de l'amiral Decoux au Gouverneur général à Hanoï, en février 1940. De gauche à droite : Mme Laure, gal Catroux, amiral Decoux, Mme Catroux, Mme Decoux, M. Goloubew.



Central - Photo - Hanoï